

itinéraires **Sud**

le journal de SUD Éducation Rhône
bimestriel ■ nouvelle série ■ n°59 ■ Novembre-Décembre 2008

Le progrès social, c'est pas comme la neige...

Dans le privé, dans les services publics, et en particulier dans l'Éducation Nationale, de la maternelle à l'université, la colère monte et s'exprime sous des formes diverses, parfois inédites, généralement radicales. Notre mouvement déborde déjà largement les états-majors des principaux syndicats et partis politiques.

Dans l'unité, salarié-e-s, privé-e-s d'emploi, précaires, usager-e-s des services publics, renforçons cette résistance.

... ça tombe pas du ciel !

80 000 postes menacés dans l'Éducation Nationale, c'est le symbole d'une politique qui capitule devant les logiques financières. Les « réformes » Darcos ne sont que l'habillage médiatique de choix antisociaux. Les victimes seront toujours les plus faibles. Même logique pour la recherche, la culture, la santé : les milliards, c'est pour sauver les banques. Pas pour en finir avec la misère, ailleurs ou ici. Pas pour construire l'avenir de chaque enfant. Pas pour améliorer la qualité de vie du plus grand nombre. Une école de

qualité pour chaque enfant, une société juste et humaine, dans une riche démocratie, ce n'est pas une utopie, c'est la norme. Le moment est venu de faire entendre nos voix. Réfléchir, débattre, s'unir, inventer, informer, proposer, agir, lutter... tout cela implique de s'engager davantage, individuellement et collectivement. Les journées de grève isolées et les actions hors temps scolaire ont marqué 2008. Passons maintenant à la vitesse supérieure. SUD soutient, en particulier, la perspective d'une grève générale.



Mobilisation sociale :**Second degré : mais qu'est-ce qu'on attend ?**

Pour une école émancipatrice : de la maternelle à l'université
L'UNITÉ DES LUTTES !

Le premier degré, parents et enseignants, se mobilise massivement avec raison contre les 60 heures, les EPEP, la fin de la scolarisation des 2 ans ou la suppression des RASED. Les étudiant-es se mobilisent, en particulier, contre la masterisation du professorat, la casse de la recherche publique ou les attaques contre les IUT. Les listes complémentaires attendent d'être appelées alors que des écoles vacillent sous les besoins de remplacements. Les collègues précaires à Bac+3 qui travaillent depuis des années se demandent ce qu'elles/ils vont devenir avec la masterisation. Les lycéen-ne-s leur emboîtent le pas, avec les parents d'élèves, en particulier contre une réforme de la Seconde qui va appauvrir l'offre scolaire et conduire tout droit à une présence 35h par semaine dans les établissements. Les LP n'ont toujours pas digéré les bac pro 3 ans qui vont laisser sur la touche les élèves les plus faibles...

L'an dernier, fin janvier, dans les collèges, les LP, les lycées, au moment des DHG, ce sont des wagons de collègues qui ont vu l'option qu'ils assureraient fermer, leur poste sauter ou bien maintenu avec complément de service ailleurs : objectif de l'époque, 11500 postes en moins. Cette année ce sont 13500 postes à économiser. Que croyez-vous qu'il va arriver ? Allons-nous attendre fin janvier et la phase de préparation de la rentrée 2009 pour nous mobiliser (peut-être trop tard) ? Le combat des collègues du primaire ne serait pas celui du secondaire et inversement ?

Dépassons maintenant les barrières catégorielles entretenues par certains

pour empêcher le regroupement des luttes. Le second degré a mille raisons de se mobiliser : classes trop chargées, attaques sur certaines disciplines, absence de remplacements, réformes avec ersatz de concertation, multiplication des postes à complément de service, renforcement de la hiérarchie, bivalence qui se profile avec le socle commun dans lequel certaines disciplines n'existent plus.

Toutes les réformes impulsées par Darcos convergent pour nuire à la qualité de l'école publique et faire des économies sur son dos.

L'intersyndicale nationale éducation à l'heure où sont écrites ces lignes prévoit une journée en janvier, si elle ne se chevauche pas avec la journée services publics (ils sont tous attaqués !)

Qu'attendons-nous ? Les luttes ont

commencé en Novembre ! Le primaire mène la bataille. Les lycéens lui emboîtent le pas. Pour activer le mouvement, et forcer les syndicats majoritaires à montrer les dents, construisons, maintenant sur le terrain, nos mobilisations unitaires, en particulier par la grève. Rejoignons les collectifs de luttes qui s'organisent partout pour y exposer nos revendications.

De la maternelle au supérieur, construisons une même école émancipatrice destinée à la réussite de tous les élèves.

La lutte appartient à ceux qui la mènent.

Une seule école, une même lutte.

<http://www.sud-arl.org>

<http://mobilisation69.free.fr/>

Sud Éducation soutient l'autonomie et l'unité des collectifs en lutte

- Sud Éducation soutient l'action des collectifs locaux autonomes et milite pour l'autonomie et l'unité du mouvement social, comme l'a proposé la fédération Sud Education après avoir constaté la lenteur de l'intersyndicale nationale.

- Sud Éducation relaie les informations et compte rendus des AG locales.

- Sud Éducation met à disposition des groupes en lutte dans la mesure de ses (petites) capacités logistiques ses moyens de diffusion, reprographie et propagande (mégaphone, etc.).

Mobilisation sociale :**Education ou répression : les choix sont faits ???****Aujourd'hui à l'école : rafles et chiens policiers**

Comment les enfants peuvent ils/elles grandir, s'épanouir et s'émanciper si l'école ne leur offre pas un espace protégé, calme, sécurisé ? Si à chaque instant, sans frapper à la porte, des uniformes et des chiens peuvent interrompre la classe, embarquer un-e camarade, ou pratiquer une fouille humiliante ? La préfecture qui vient chercher des enfants dans les classes pour les expulser avec leurs parents sans-papiers... C'est arrivé fin novembre 2009 à l'école du jardin de ville, à Grenoble. Des chiens anti-drogue lâchés dans une classe et des élèves fouillé-e-s dans les couloirs d'un bâtiment scolaire... C'est arrivé, à la même période, dans le Gers. **Ces opérations visent d'abord à faire peur. Elles contribuent à faire croire que l'école serait un lieu ordinaire, un lieu où les "forces de l'ordre" peuvent agir comme bon leur semble. Ces opérations consistent donc à nier le caractère spécifique des lieux d'éducation destinés aux enfants.**

Il est interdit, bien sûr, de trouver que ce genre de pratiques auraient peut-être une vague ressemblance avec certains épisodes de la Seconde Guerre Mondiale, ou certains totalitarismes... Non, non, ici, c'est la démocratie moderne, dormez, braves gens.

La logique policière est entrée dans l'école

A la veille de la grève du 20 novembre, les gendarmes enquêtaient

dans les écoles de différentes régions pour connaître les intentions du personnel et leur état d'esprit (chez nous, ils ont été vus, en particulier, à Ecully, Vaulx-en-Velin...). Les collègues qui annoncent publiquement (en particulier sur des blogs) leur refus d'obéir aux contre-réformes actuelles sont vic-



times de pressions, et menacé-e-s de sanctions. L'Education Nationale, soi-disant désargentée, va dépenser des sommes folles pour payer une entreprise à nous surveiller sur internet. Sale temps pour celles et ceux qui pensent que la liberté d'expression ne s'use que si l'on ne s'en sert pas. L'Inspecteur Académique du Rhône refuse d'autoriser les enseignant-e-s du premier degré à participer aux réunions d'information syndicale. Pour s'informer en marge de TF1 au-

jourd'hui, il faut donc désobéir. Il menace également les collègues qui suspendent l'aide personnalisée, preuve que cette action fait peur. Un conseiller d'éducation a été en grève du 6 novembre au 19 décembre à Lyon, couvert par les préavis de différents syndicats, dont SUD. Il proteste contre sa mutation d'office. Dans le dossier professionnel de ce collègue, on a trouvé plusieurs centaines de pièces à caractère purement syndical : son conseil de discipline était une manoeuvre de sa hiérarchie pour « casser du militant ». Ce gréviste a reçu, dès le 17 novembre, une injonction à rejoindre son poste : où est le respect du droit de grève ?

En tant que syndicat, nous participons au développement d'une riposte la plus collective et la plus unitaire possible. Non pas seulement pour défendre l'existant, mais pour améliorer et développer les services publics et la protection sociale. Si les grèves ne gênaient pas le gouvernement, il ne chercherait pas à les briser. Mais nous travaillons aussi à développer de nouvelles formes de lutte, et la désobéissance civile en est une, réellement efficace si elle est structurée et massive. **N'opposons pas le militantisme du dimanche, les actes de désobéissance ou la grève reconductible massive. Tous les moyens légaux sont bons pour construire l'alternative.**

(Suite page 4)

Mobilisation sociale :

Plus de répression = moins d'éducation

Alors que le gouvernement parle d'incarcérer des bambins de 12 ans, les politiques répressives ont aussi leur inquiétante traduction pédagogique dès le premier degré : disparition progressive des maternelles et des RASED, réduction des horaires de classe, méthodes archaïques, primauté de l'évaluation, programmes inadaptés, le « par coeur » au lieu de la construction du sens, etc. Contre cette régression éducative qui se met en place aujourd'hui, avec les associations d'éducation populaire, défendons les pédagogies alternatives et notre vision

d'une école émancipatrice.

Ces attaques scandaleuses participent du même mouvement que les suppressions de postes et les réformes Darcos : essayer d'imposer à l'opinion publique, aux professionnels, aux usager-e-s, l'idée que l'école n'a aucune valeur, que l'éducation appartient au passé, et qu'elle doit laisser la place à la répression. Il devient urgent de se mobiliser !

C'est le sens du mouvement qui monte depuis la rentrée, sous des formes très diverses, unissant professionnel-le-s, parents, usager-e-s, de la

maternelle à l'université. Il est clair pour nous que les réformes annoncées n'ont qu'un seul objectif : justifier les 13 500 suppressions de postes de cette année. Ce mouvement inédit fait peur au gouvernement. Contre nous, il use et abuse de la menace, de la suspicion, de la surveillance et de la répression. Son idéologie est donc exactement l'inverse de nos valeurs professionnelles (éducation, respect de la personne, attachement aux droits et aux libertés...). **C'est le moment de s'unir, de s'organiser, de développer des actions diversifiées, d'entrer collectivement en lutte.**

Appel à la résistance dans le premier degré

La fédération Sud Education appelle les enseignants du premier degré à la résistance en refusant entre autre l'aide individualisée et en signant le manifeste de désobéissance pédagogique.

Sud education Rhône conseille aux collègues d'éviter les positions trop individuelles et les encourage à faire parvenir leurs refus par école, par circonscription ou par collectif de lutte.

La lutte ne paie que si elle est collective !

⇒ A refuser de mettre en œuvre le dispositif d'aide individualisée qui ne tient compte ni des rythmes de l'enfant ni de ceux des enseignants et qui sert de prétexte à la disparition des réseaux d'aide spécialisée (les 60h seront utilisées pour la concertation pédagogique, notamment) ;

⇒ A refuser de faire passer les évaluations nationales de CE1 et de CM2 qui visent à mettre les écoles en concurrence (ou au moins à refuser de faire remonter les résultats) ;

⇒ A mettre en échec le dispositif du service minimum d'accueil en déclarant systématiquement leur intention de faire grève quelle que soit leur intention réelle.

Saint Denis, le 27 novembre 2008

Signer le manifeste de désobéissance pédagogique

Le manifeste de désobéissance pédagogique adopté au Conseil Fédéral Sud Education de novembre est en ligne à l'adresse :

<http://desobeissance-pedagogique.org>

Il peut être signé à cette même adresse.

Les signataires ne seront connus que lorsque leur nombre atteindra 2000.

NOUS NE LÂCHERONS PAS SUR : - LES RASED - LA SCOLARISATION DES 2 ANS

Ce que nous propose le gouvernement, c'est toujours moins d'école :

- des personnels des RASED sacrifiés à la politique de réduction des effectifs
- la déscolarisation des 2 ans
- 108 heures de classe en moins pour tous dans le primaire
- des projets de révision des seuils d'ouverture et de fermeture de classe et donc l'augmentation des effectifs
- Au collège et au lycée ce sont des pans entiers de l'enseignement que le ministère projette de rendre optionnels
- Dans les lycées professionnels on réduit de 4 à 3 ans la durée du cursus du bac pro, et on supprime les diplômes intermédiaires (BEP ou CAP ?)

Il faut bien que les 11.200 suppressions de postes se retrouvent quelque part...

Ce moins d'école n'est pas sans conséquences sur la qualité de l'enseignement. L'école devient de plus en plus le lieu du matraquage quotidien de savoirs plus ou moins désuets rabâchés aux récalcitrants lors de séance d'aide personnalisée ou de stages de remise à niveau. Les dynamiques de classe, les projets fédérateurs et les budgets qui leurs sont associés sont des économies potentielles. Les élèves sont considérés comme des machines à apprendre que l'on évalue (en CP- CE1-CE2-CM2) et dont on diagnostique les failles sans nous soucier de leurs conditions d'existence. On donne d'ailleurs tellement d'importance à ces évaluations qu'on va verser une prime de 400 € pour les enseignants obéissants qui les feront passer et les corrigeront.

Nous voulons non seulement plus d'école, mais aussi une meilleure école. Une école qui accompagne tous les élèves là où ils en sont, une école qui ne stigmatise pas les difficultés, mais qui les utilise pour construire les apprentissages. Une école où chacun a sa place, quelque soit son rythme d'apprentissage.

Nous allons nous battre pour montrer que nous ne voulons pas de l'école qu'on nous prépare dans les couloirs des ministères. Leurs discussions en coulisse ont déjà abouti à la rédaction des nouveaux programmes très rétrogrades de l'école primaire. La coupe est pleine.

Gagnons cette lutte et faisons-en un tremplin pour que s'engage rapidement un mouvement général de défense des services publics dont l'existence est aujourd'hui menacée. Alors que la misère sociale s'accroît, ce sont les écoles, les hôpitaux, les caisses de chômage et de retraite que l'on prive de ressources. Seule notre détermination commune à faire cesser ce carnage pourra faire plier le gouvernement.

Utilisons (tant que nous en avons encore le droit) la grève pour gagner au moins sur les RASED et la scolarisation des deux ans !



Elections professionnelles :**SUD éducation et SOLIDAIRES continuent à progresser !**

Les élections professionnelles constituent surtout pour SUD éducation un bon moyen de diffuser ses idées et de mesurer la progression de son audience. Nous savons bien que les élu-e-s n'ont pas de pouvoir réel face à l'administration. Du résultat des élections dépendent aussi une partie de notre légitimité et de nos moyens humains (décharges syndicales que nous faisons tourner, et qui n'excèdent jamais 50%).

Les élections professionnelles constituent surtout pour SUD éducation un bon moyen de diffuser ses idées et de mesurer la progression de son audience. Nous savons bien que les élu-e-s n'ont pas de pouvoir réel face à l'administration. Du résultat des élections dépendent aussi une partie de notre légitimité et de nos moyens humains (décharges syndicales que nous faisons tourner, et qui n'excèdent jamais 50%).

Nationalement, SUD éducation a obtenu 6,02 % des voix le 2 décembre, et a le plus fort taux de progression parmi les syndicats (+0,58%). SUD confirme son siège à la CAPN des certifiés. Localement, nous emportons un siège à la CAPA des certifié-e-s, et un à la CAPD (professeurs des écoles du Rhône). Face à la destruction systématique de l'Éducation nationale, cette progression continue manifeste l'attente d'un nombre de plus en plus grand de collègues, d'un syndicalisme de lutte, mettant toutes ses forces et moyens au service de l'auto-organisation des luttes, dans l'unité la plus grande possible, avec les parents et les élèves, sur le terrain, dans les établissements. SUD éducation remercie toutes celles et tous ceux qui ont voté pour ses listes, faisant ainsi le choix d'un syndicalisme intercatégoriel (pour tous les per-

sonnels travaillant dans le cadre de l'éducation, titulaires ou précaires), interprofessionnel, engagé pour une école émancipatrice pour toutes et tous, et pour une transformation sociale où chacun(E) ait sa place.

**Et dans le privé...**

SOLIDAIRES Avec un résultat de près de 4% au niveau national lors des élections prud'hommales (contre 1,51% en 2002), l'Union syndicale Solidaires confirme son implantation et son déve-

loppement dans le privé. Le syndicalisme qui progresse le plus se situe sur le terrain des luttes. Il a donc la responsabilité de mettre en oeuvre rapidement des mobilisations unitaires pour répondre aux attaques anti-sociales du patronat et du gouvernement. Les résultats de Solidaires montrent qu'il y a bien une place, dans le privé comme dans le public, pour un syndicalisme de lutte et de proximité, qui défend sans concession les intérêts des salarié-e-s, des chômeurs et chômeuses et des précaires, mais aussi un syndicalisme engagé dans des combats sociaux plus globaux contre le libéralisme et pour la transformation sociale. Maintenant, à nous, toutes et tous ensemble, de construire le plus rapidement possible un mouvement interprofessionnel et unitaire, seul capable de s'opposer à l'offensive anti-sociale généralisée actuelle.

ENCORE UNE RAISON DE S'INDIGNER

Dans le Portrait social de la France en 2008, publié par l'INSEE, il y aurait une multitude de statistiques à commenter. On en retiendra une : « La frange des 10% des personnes les plus aisées touche 73% de l'avantage fiscal des crédits d'impôts consentis pour le recours à l'emploi de services à domicile » (Le Monde du 07/11). Bouclier fiscal, paradis fiscal, parachute doré, déductions d'impôt. Il n'y en a vraiment que pour les riches au pays de « l'égalité et de l'abolition des privilèges »!

On connaît l'intoxication gouvernementale sur la création d'emplois, le retour à l'emploi.

QUELS EMPLOIS et AU SERVICE DE QUI, DE QUOI ?

Certainement pas pour la satisfaction des besoins sociaux : sur fond de crise généralisée du capitalisme, la RGPP (révision générale des politiques publiques), supprime massivement des emplois socialement nécessaires, et où les salariés ont des droits. RAPPEL : 13500 dans l'éducation nationale en 2009, 80 000 d'ici 2012 ; dans les hôpitaux : par exemple, en 20 ans, 50 000 lits supprimés (= 50% en psychiatrie) ; dans les musées ...

On se souvient de la vie misérable des domestiques, « bonnes à tout faire » au XIX^e siècle, au temps de la bourgeoisie triomphante. Une condition plus proche du servage que du salariat. Bien sûr, en deux mots, l'histoire ne se répète pas. Avec le développement du service à domicile pour les riches, il y a plutôt une régression du salariat et de ses conquêtes. Par exemple, employés isolés pour qui il est difficile de se défendre, de s'organiser, contrats flous. La caricature de ce type d'emplois éclate de temps en temps au grand jour : l'esclavage ! Pour des femmes, originaires des pays pauvres, retenues prisonnières, terrorisées, sans salaire, sans aucun droit, dans des appartements d'ambassadeurs et hommes d'affaires.

POUR DES EMPLOIS D'INTERET PUBLIC, AVEC DES DROITS, SOLIDARITE ENTRE SALARIES DANS DES LUTTES DE MASSE !

F.C.

Un syndicat sans chef, c'est possible !

SUD développe depuis dix ans un fonctionnement horizontal : chaque syndicat local est autonome, et prend toutes ses décisions lors des Assemblées Générales mensuelles, si possible au consensus. Au niveau national, notre fédération fonctionne grâce aux Conseils Fédéraux (6 par an environ). Chaque syndicat local propose des points à l'ordre du jour. Chaque Assemblée Générale locale débat des questions nationales, se positionne, et mandate des délégués qui vont à la Bourse du Travail de Paris pour décider des positions nationales de SUD. Ensuite, les commissions fédérales travaillent selon les directives des Conseils Fédéraux. Chaque adhérent-e peut participer à ces commissions (journal fédéral, «quelle école voulons-nous», international, précarité, IATOSS...). Pas de bureaucratie ! Les Conseils Fédéraux, ce sont deux grosses journées de travail, dans le plaisir de voir que partout en France, des collègues se mobilisent sur les mêmes luttes, dans le même esprit Solidaires, Unitaires et Démocratique. Avec, partout, des difficultés, des interrogations, mais la volonté d'améliorer l'école, la société et le militantisme. Depuis l'Antiquité, la démocratie, c'est compliqué, lent et contraignant, mais il faut choisir : se reposer (sur des chefs) ou être libre. À SUD, nous avons choisi !

Les ambiguïtés de l'École républicaine

Notes sur *La Fabrique de l'impuissance 2* de Charlotte Nordmann (Éd. Amsterdam, 2007)



Charlotte Nordmann, qui enseigne la philosophie au lycée, propose en un petit ouvrage (120 p., 7,50 euros) de repenser la question de la démocratisation de l'école, en sortant du débat qui oppose « républicains et pédagogues ». Ce débat est selon elle mal posé car il repose sur des positions similaires concernant le sens et la valeur de l'École : pour les 2 camps, elle doit inspirer le respect de la loi et de l'ordre, et vise à « civiliser » des êtres potentiellement barbares, au sens où ils ne savent même pas parler. Chaque

camp, pour des raisons différentes, refuse de voir les effets ambigus produits par l'école : ce mixte d'émancipation recherchée par le moyen d'une soumission constante aux normes scolaires. Ainsi, un bon élève sait lire, écrire, compter, mais il n'investit pas personnellement la pratique de l'écriture, qui lui reste extérieure et formelle. De même les élèves se détournent-ils de la lecture moins par paresse que sous le poids des évaluations qui en contrôlent le temps et la finalité.

C. Nordmann se propose ainsi d'indiquer comment l'école fabrique de l'impuissance, même chez les « pédagogues » disciples de Meirieu. Impuissance à critiquer les savoirs transmis, faute de présenter leur histoire et leur dimension polémique. Impuissance à écrire par plaisir et pour soi-même, faute de temps et de liberté laissée au travail aléatoire et innovant de l'écriture. Enfin, impuissance à développer une véritable puissance d'agir et de penser à cause du poids de l'évalua-

tion qui sélectionne et hiérarchise les individus, en les soumettant à la contrainte de la notation : l'école comme lieu des passions tristes, comme tribunal sanctionnant les élèves., comme force paralysante.

Alors que faire ?

Sortir des aménagements ponctuels qui ne remettent pas en cause la logique générale de la hiérarchisation. Prendre en compte les effets paralysants de l'institution, en mettant en place de nouvelles pratiques, qui mobilisent collectivement les élèves, et valorisent notamment les productions écrites en les faisant circuler et publier. Mais « pour cela, dit CN, il faut supposer que les élèves sont susceptibles de produire des objets qui aient en eux-mêmes une valeur » ; or cela présuppose qu'on postule l'égalité des intelligences et des capacités ce qui va à l'encontre de la méritocratie élitiste de l'École républicaine. C'est en définitive à un plaidoyer pour une école égalitaire, créant les conditions d'une autonomie individuelle et collective, en vue d'une véritable émancipation intellectuelle de chacun, que se livre l'auteur.

P.S

Retrouvez

SUD

Education

Rhône

sur la Toile :

<http://sud-arl.org/>

Se syndiquer à SUD Éducation

SUD Éducation est né dans le sillage des mouvements sociaux de l'hiver 95 avec la volonté de faire vivre un syndicalisme radical et pragmatique. Radical par la réaffirmation de la possibilité et de la nécessité d'une autre société et (donc) d'une autre école. Pragmatique par la prise en compte de l'ensemble des contraintes et des rigidités qui pèsent souvent sur l'action, transformatrice à court et moyen terme.

Solidaires,

parce que modernité rime aujourd'hui avec exclusion, misère et précarité, dans le privé comme dans le public, en France comme ailleurs. Pauvreté, chômage, xénophobie, sexisme autant de fronts, autant de luttes. Nous soutenons activement l'ensemble de celles et de ceux qui souffrent de la fragilité de leur situation sociale et professionnelle, ainsi que, plus largement, toutes et tous les "sars" (travail, logement, papiers ...) qui se battent quotidiennement pour la reconnaissance de leurs droits.

Unitaires,

parce que c'est faire le jeu des pouvoirs institués que de sectoriser les luttes et d'éparpiller les revendications. Nous sommes un syndicat résolument intercatégoriel, de la maternelle à l'université, et nous faisons le pari de rassembler dans un même mouvement toutes les actrices et tous les acteurs de l'école sans condition de statut ni de grade. Et nous travaillons avec toutes celles et tous ceux qui partagent l'envie de bousculer le (dés)ordre établi.

Démocratiques,

parce que le syndicalisme ne saurait être une science réservée aux professionnels des dossiers et de la négociation. Il est l'affaire de celles et ceux qui, dans leurs établissements, tentent de faire valoir leur droit à la parole et à décider de leur avenir. Contre le syndicalisme soluble dans les négociations de couloirs, clientéliste et cogestionnaire, nous nous efforçons de promouvoir la communication horizontale, l'animation et les décisions collectives, et de briser le monopole des discours "savants" et "légitimes" qui confisquent paroles et pensées.

Le pari est ambitieux ! Pourtant, face au démantèlement des services publics, au désintérêt pour le politique et l'action collective, à la montée des réponses égoïstes, il est temps de (re)créer, d'expérimenter, dans le tâtonnement, les hésitations et les urgences de l'action, les conditions d'un engagement collectif et actif. SUD Éducation s'efforcera d'être à la hauteur de ces enjeux, en idée comme en pratique, mais il sera surtout ce que nous en ferons ensemble !

Tableau des cotisations

Cotisations = 0,4 % à 1,2 % du salaire net

salaire net mensuel (€)	cotisation (€)	salaire net mensuel (€)	cotisation (€)
étudiant	16	+ de 1753,16	154
- de 304,90	16	+ de 1829,39	165
- de 609,80	31	+ de 1905,61	176
+ de 609,80	33	+ de 1981,84	188
+ de 686,02	36	+ de 2058,06	200
+ de 762,25	40	+ de 2134,29	212
+ de 838,47	46	+ de 2210,51	225
+ de 914,69	54	+ de 2286,74	238
+ de 990,92	61	+ de 2362,96	252
+ de 1067,14	69	+ de 2439,18	266
+ de 1143,37	77	+ de 2515,41	281
+ de 1219,59	86	+ de 2591,63	296
+ de 1295,82	95	+ de 2667,86	311
+ de 1372,04	104	+ de 2744,08	327
+ de 1448,27	113	+ de 2820,31	342
+ de 1524,49	122	+ de 2896,53	357
+ de 1600,71	133	+ de 2972,76	372
+ de 1676,94	144	+ de 3048,98	388

au-delà de 3048,98 € mensuel, ajouter 31 € de cotisation pour chaque tranche de 152,45 €.

remplir le bulletin d'adhésion au dos et l'envoyer accompagné du règlement par chèque(s) à l'ordre de SUD Éducation A.R.L. à :

SUD Éducation Ain-Rhône
10, rue du Gazomètre
69003 LYON

Pour tout paiement échelonné, faire autant de chèques que de prélèvements et préciser au dos les dates d'encaissement souhaitées.

Bulletin d'adhésion

Nom Prénom :

Adresse personnelle :

Tél :

Fax :

Email :

Adresse professionnelle :

Catégorie :

Discipline :

Échelon :

Titulaire / non-tit. / autre :

Date : Signature :

J'autorise SUD Éducation à faire figurer ces informations dans les traitements et fichiers informatisés dans les conditions fixées par les articles 26 et 27 de la loi du 6 janvier 1978 (Loi Informatique et Libertés). Je garde tout droit d'accès à ces informations, ainsi que la possibilité de révoquer la présente autorisation en m'adressant à SUD Éducation.

Agenda SUD Education Rhône

Commissions de travail :

- Commission pédagogie Jeudi 15 Janvier, 18H30 (à confirmer), au local.

Collectif d'animation

Le 7 janvier au local, 10 rue du Gazomètre 69003 18H00.

Manifestation et grève interprofessionnelle Le 29 Janvier

ASSEMBLEE GENERALE MENSUELLE SUD EDUC RHONE

Mardi 20 Janvier à 18H15 au local
Suivie de son traditionnel apéro !

Présence du plus grand nombre souhaitée
et nécessaire. Les AG sont notre seul lieu
décisionnel, pas de bureaucrate !
Sympathisant(e)s bienvenu(e)s

Actualité militante

> De partout des collectifs de lutte se
créent. Rejoignez le vôtre ! Plus
d'informations

<http://mobilisation69.free.fr/>

<http://www.sud-arl.org>

> AG départementale des collectifs
mobilisés à la bourse du travail pour
envisager les suites, jeudi 8 Janvier 18H00.

Retrouvez SUD sur la toile :

affiches à télécharger,
infos convergence des
luttés, RESF, Solidaires,
pétitions en ligne, outils
de lutte, toute l'actualité
SUD

<http://sud-arl.org>

itinéraires *Sud* le journal de SUD Education Rhône

SUD Education ■ 10 rue du Gazomètre ■ 69003 Lyon
téléphone 04 78 62 20 46 ou 08 70 34 97 32
mél : sudeduc69@sud-arl.org ■ sur la Toile : <http://sud-arl.org/>

Fédération des syndicats SUD Education
17, boulevard de la Libération ■ 93200 Saint-Denis
téléphone : 01 42 43 90 09 ■ fax : 01 42 43 90 32
mél : feder@sudeducation.org ■ sur la Toile : <http://www.sudeducation.org>

bimestriel ■ nouvelle série ■ n°59
novembre-décembre 2008

itinéraires *Sud*
Le journal de SUD Education Rhône

Dispensé de timbrage

LYON 08 CC

10, rue du Gazomètre
69003 Lyon



DEPOSE LE 31/12/2008

SOMMAIRE

- | | |
|----------------------------------|---------|
| • Edito | P.1 |
| • Dossier : Mobilisation sociale | P.2-4 |
| • Demi-journée premier degré | P.5 |
| • Affiche A3 à placarder | P.6-7 |
| • Elections professionnelles | P.8 |
| • Ecole et société | P. 9-10 |
| • Se syndiquer à SUD | P.11 |
| • Agenda | P.12 |

Journal imprimé par nos soins.

Directeur de la publication :

F. Bouvard

n° CPPAP : 1 0910 S 05020

Prix : 2 euros

Abonnement : 9 euros

éducation
Sud
membre de l'union syndicale
Union syndicale
Solidaires